

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/3573
1er avril 1957
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Onzième session
Point 3 de l'ordre du jour

POUVOIRS DES REPRESENTANTS A LA ONZIEME SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Note verbale, en date du 26 mars 1957, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent de la Hongrie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

New-York, le 26 mars 1957

Le représentant permanent de la République populaire hongroise auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général des Nations Unies et a l'honneur de lui transmettre une note du Ministère des affaires étrangères de la République populaire hongroise en lui demandant de la faire distribuer aux Etats Membres des Nations Unies ainsi qu'à leurs divers organismes et institutions spécialisées, comme document officiel des Nations Unies.

Le Ministère des affaires étrangères de la République populaire hongroise présente ses compliments au Secrétaire général des Nations Unies et croit devoir déclarer ce qui suit au sujet de la résolution^{1/} du 21 février 1957 relative au rapport de la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale des Nations Unies^{2/}.

De l'avis du Gouvernement hongrois, il y a dans le fait que l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas jusqu'à maintenant pris de décision positive concernant les pouvoirs de la délégation hongroise une procédure discriminatoire sans précédent dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies et contre laquelle le Gouvernement hongrois élève les protestations les plus énergiques.

En outre, le Gouvernement hongrois estime devoir faire connaître les faits ci-après à propos de certaines opinions non fondées qui ont été exprimées au cours des débats que la Commission de vérification des pouvoirs et l'Assemblée générale ont consacrés au mandat de la délégation hongroise :

1. Le Gouvernement hongrois est le gouvernement légal de la République populaire hongroise; son existence et sa légalité ne découlent pas de "l'intervention militaire d'un peuple étranger" mais de la Constitution et des lois hongroises. Aux termes du paragraphe 4 de l'article 20 de la Constitution hongroise, le Praesidium de la République populaire exerce les fonctions du Parlement quand celui-ci n'est pas en session. Dans l'exercice de ces fonctions, le Praesidium élit et dissout le gouvernement et relève les ministres de leur charge. Le Gouvernement hongrois a été élu par l'organe compétent - le Praesidium de la République populaire - conformément aux dispositions susmentionnées de la Constitution. Il convient de noter que c'est dans l'exercice de ces mêmes fonctions que le Praesidium avait élu le Gouvernement d'Imre Nagy, qu'il en a modifié à plusieurs reprises la composition et qu'il l'a finalement dissous.

Le Ministère hongrois des affaires étrangères tient à souligner que le Parlement a élu le Praesidium de la République populaire parmi ses membres, conformément au paragraphe 1 de l'article 19 de la Constitution hongroise. Cet organe suprême de l'autorité de l'Etat tient donc son fondement juridique de la Constitution hongroise, c'est-à-dire du fait qu'il a été élu par le Parlement et, par conséquent, il incarne incontestablement la volonté du peuple.

1/ A/RES/484.

2/ A/3536.

Comme aux termes du paragraphe 2 de l'article 21 de la Constitution hongroise, le Praesidium de la République populaire est responsable exclusivement devant le Parlement, toute tentative de contestation de la validité d'un acte du Praesidium de la République populaire constitue une usurpation des pouvoirs du Parlement hongrois et une violation de la souveraineté de l'Etat hongrois.

2. Le Ministère hongrois des affaires étrangères signale également que les arguments par lesquels on a établi, à la Commission de vérification des pouvoirs ou à l'Assemblée générale, une relation entre la validité des pouvoirs de la délégation hongroise et le Gouvernement hongrois reposent sur une ignorance complète des faits.

L'organe qui a chargé la délégation hongroise de son mandat ne saurait être associé aux événements qui se sont produits en Hongrie en octobre et novembre 1956. Les pouvoirs de la délégation hongroise n'émanent pas du Gouvernement hongrois mais du Praesidium de la République populaire hongroise qui, en vertu des alinéas e) et g) du paragraphe 1 de l'article 20 de la Constitution hongroise, exerce les fonctions d'un Chef d'Etat en ce qui concerne les relations internationales de la Hongrie. Le Praesidium de la République populaire a fonctionné sans interruption depuis son élection par le Parlement en 1953.

Par conséquent, on doit affirmer catégoriquement que les événements qui se sont produits en Hongrie en octobre et novembre 1956 n'ont apporté aucun changement dans l'ordre constitutionnel de la République populaire hongroise et que les organes de gouvernement établis par la Constitution hongroise demeurent inchangés : le Gouvernement hongrois actuel, élu par le Praesidium de la République populaire, est le gouvernement légal de la République populaire hongroise qui exerce les pouvoirs prévus par la Constitution.

L'attitude des représentants de certains Etats Membres qui, à la Commission de vérification des pouvoirs et à l'Assemblée générale des Nations Unies, se sont efforcés, pour les raisons sans fondement mentionnées ci-dessus, de mettre en doute la validité des pouvoirs de la délégation hongroise constitue donc une violation du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, c'est-à-dire qu'elle doit être considérée comme une intervention dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale de la Hongrie.

A/3573
Français
Page 4

Le Ministère hongrois des affaires étrangères prie le Secrétaire général des Nations Unies de publier la présente note comme document officiel des Nations Unies et de la communiquer à tous les Etats Membres des Nations Unies ainsi qu'à leurs divers organes et institutions spécialisées.

Budapest, le 26 mars 1957
